Transition des études au marché du travail : une étape aussi difficile pour tous les groupes d'âge ?

- La plupart des habitants de la zone OCDE font leur transition des études à la vie active entre l'âge de 20 et 24 ans ; toutefois, 13 % des 15-19 ans ont déjà quitté le système éducatif.
- La transition des études au marché du travail est plus difficile pour les jeunes non diplômés du deuxième cycle du secondaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 36 % des 20-24 ans sans emploi ne suivant ni études ni formation (aussi appelés les « NEET », *neither employed nor in education or training*) ne sont pas diplômés du deuxième cycle du secondaire, contre 18 % seulement des jeunes de ce groupe d'âge occupant un emploi.
- Les jeunes encore scolarisés ont un niveau supérieur de compétence en littératie et en numératie. L'écart de compétence entre les jeunes encore scolarisés et ceux qui ne le sont plus équivaut à environ 2.5 années supplémentaires de scolarité.

Pour nombre de jeunes, la transition des études au marché du travail peut être une étape difficile, souvent marquée par des périodes de chômage et des contrats temporaires. En 2015, on estimait à environ 5 millions le nombre de 15-19 ans sans emploi ne suivant ni études ni formation (aussi appelés les « NEET », *neither employed nor in education or training*) dans la zone OCDE, soit l'équivalent de 6 % de la population de ce groupe d'âge. Le fait d'être NEET n'est pas seulement une situation difficile pour ceux qui la connaissent, mais implique aussi que les compétences acquises durant la scolarité ne sont pas utilisées et risquent de se détériorer au fil du temps si elles ne sont pas mises à profit dans le cadre de la poursuite des études ou d'un emploi. En conséquence, l'investissement dans la scolarité des jeunes NEET ne génère aucun rendement, dans la mesure où ils augmentent les dépenses publiques de protection sociale. Il est donc important de veiller à ce que tous les jeunes quittent le système éducatif dotés du bagage de compétences nécessaire à leur réussite et à la pleine réalisation de leur potentiel sur le marché du travail (OCDE, 2015a).

Parmi les 15-19 ans, 13 % ont déjà quitté le système éducatif

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 87 % des 15-19 ans sont encore scolarisés, mais c'est au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Israël, au Mexique et en Turquie que ce pourcentage est le plus faible, avec des taux de scolarisation d'au plus 74 % dans ce groupe d'âge (graphique 1). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, ce taux diminue pour s'établir à 45 % parmi les 20-24 ans et à 16 % parmi les 25-29 ans. Ces pourcentages semblent indiquer que la majorité des gens font leur transition des études au marché du travail entre l'âge de 20 et 24 ans, mais aussi que 13 % des 15-19 ans ont déjà quitté le système éducatif.

Graphique 1. Taux de scolarisation de la population, selon l'âge de fin de l'obligation scolaire et le groupe d'âge (2015)

1. Année de référence : 2013, et non 2015.

2. Année de référence : 2014, et non 2015.

3. Âge de fin de l'obligation scolaire : 16-18 ans.

4. Âge de fin de l'obligation scolaire : 14-15 ans.

Les pays sont classés par ordre décroissant de l'âge de fin de l'obligation scolaire et du taux de scolarisation chez les 15-19 ans.

Source : OCDE (2016), Base de données de Regards sur l'éducation, <http://stats.oecd.org/>.

L'âge de la transition des études au marché du travail est lié à la durée de la scolarité obligatoire – une mesure politique en vigueur dans tous les pays de l'OCDE afin de garantir que les jeunes restent scolarisés jusqu'à un certain âge pour développer les compétences nécessaires à la réussite de leur entrée sur le marché du travail. La comparaison de l'âge de fin de l'obligation scolaire avec le pourcentage de 15-19 ans scolarisés dans les différents pays peut donner une idée de l'efficacité relative de ce type de mesure. À titre d'exemple, en Corée, en Grèce et en Slovaquie, le taux de scolarisation des 15-19 ans s'établit au moins à 90 %, et ce malgré une fin d'obligation scolaire fixée à 14 ans, soit le plus jeune âge parmi les pays de l'OCDE (OCDE, 2016a). À l'inverse, le Chili compte parmi les pays de l'OCDE où l'âge de fin de l'obligation scolaire est le plus tardif (18 ans), alors que le taux de scolarisation des 15-19 ans s'y établit à 81 %, indiquant un fort taux de décrochage scolaire. Il ressort de ces constats que l'obligation scolaire ne permet pas, à elle seule, de garantir que les jeunes resteront scolarisés plus longtemps. Pour être efficace, elle doit s'accompagner de mesures permettant d'identifier et de soutenir les élèves qui présentent un risque de décrochage scolaire.

Un faible niveau de formation est une variable prédictive probante des difficultés rencontrées lors de l'entrée sur le marché du travail

L'éducation et les compétences jouent un rôle essentiel dans l'employabilité et de nos jours, l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire est souvent considérée comme le seuil minimum à atteindre pour la réussite de l'entrée sur le marché du travail et la pérennité de l'employabilité (OCDE, 2015b). Les jeunes qui quittent le système éducatif avant l'obtention de ce diplôme s'exposent donc à un risque de chômage élevé. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, environ la moitié des 15-19 ans non scolarisés ne sont pas diplômés du deuxième cycle du secondaire, un pourcentage qui s'établit respectivement à 23 % parmi les 20-24 ans et à 18 % parmi les 25-29 ans (OCDE, 2016b).

Dans tous les pays de l'OCDE, les 20-24 ans ont dépassé l'âge typique d'obtention d'un diplôme de la filière générale du deuxième cycle du secondaire : ceux qui ne sont plus scolarisés et ne sont pas diplômés de ce niveau d'enseignement pourraient donc principalement y parvenir grâce à des programmes de seconde chance. Le graphique 2 montre qu'en moyenne, dans les pays de l'OCDE, 36 % des NEET âgés de 20 à 24 ans ne sont pas diplômés du deuxième cycle du secondaire, contre un pourcentage environ moitié moindre parmi les actifs occupés de ce groupe d'âge (18 %). C'est en Allemagne et en Norvège que s'observe l'écart le plus marqué, avec une différence de plus de 30 points de pourcentage entre ces deux groupes. À l'inverse, en Corée, en Grèce, en Israël, en Italie et au Mexique, cet écart représente au plus 5 points de pourcentage, constat qui pourrait s'expliquer par la plus grande homogénéité du niveau de formation de la population dans ces pays et par la présence d'une base importante de travailleurs peu compétents sur leurs marchés du travail.

100% 2014 5.5% 2013 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015

Graphique 2. **Pourcentage de 20-24 ans non diplômés du deuxième cycle du secondaire parmi les NEET et les jeunes non scolarisés occupant un emploi (2015)**

1. Année de référence : 2013, et non 2015.

Les pays sont classés par ordre croissant du pourcentage de 20-24 ans non diplômés du deuxième cycle du secondaire parmi les NEET.

Source : OCDE (2016), Base de données de Regards sur l'éducation, <http://stats.oecd.org/>.

Ces statistiques semblent indiquer qu'il est bien plus difficile pour les jeunes non diplômés du deuxième cycle du secondaire de trouver un emploi et de réintégrer le système éducatif. Il est essentiel de suivre de près la situation des plus jeunes afin d'éviter leur décrochage scolaire. Quant à ceux qui sont déjà en situation de décrochage, il est indispensable de faciliter leur réintégration dans des systèmes d'éducation et de formation, et de les aider dans leur recherche d'emploi. Parmi les 13 % de 15-19 ans qui ne sont plus scolarisés, 49 % seulement ont trouvé un emploi, 17 % sont au chômage et 34 % sont inactifs (c'est-à-dire ne sont pas en recherche active d'emploi).

De nombreux pays sont parvenus à encourager les jeunes peu qualifiés à rester dans le système éducatif ou à le réintégrer

Au vu des difficultés que rencontrent les jeunes non diplômés du deuxième cycle du secondaire lors de leur entrée sur le marché du travail, de nombreux pays se sont efforcés de maintenir plus longtemps dans le système éducatif les jeunes non diplômés de ce niveau d'enseignement ou de les y réintégrer grâce à des programmes de seconde chance conçus pour encourager les jeunes à reprendre leurs études.

Ces efforts se traduisent par l'augmentation du pourcentage de jeunes peu qualifiés encore scolarisés. Entre 2006 et 2015, le taux de scolarisation des 15-29 ans non diplômés du deuxième cycle du secondaire est ainsi passé de 64 % à 70 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. En Australie, en Espagne, en Grèce, en Irlande, en Israël, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Turquie, ce taux a connu une hausse de plus de 10 points de pourcentage durant cette période, tandis qu'il est resté inchangé dans quelques pays, notamment en Allemagne, au Danemark, en Finlande, en Hongrie, en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie et en Suède. En Estonie et en République slovaque, le recul d'environ 5 points de pourcentage du pourcentage de 15-29 ans non diplômés du deuxième cycle du secondaire mais encore scolarisés indique que les systèmes éducatifs de ces pays n'ont pas réussi en 2015 à maintenir en formation davantage d'adultes peu compétents qu'en 2006 (OCDE, 2016b).

De nombreux pays sont non seulement parvenus à encourager davantage de gens à réintégrer le système éducatif, mais aussi à les y maintenir jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Dans les pays de l'OCDE, le pourcentage de jeunes diplômés du deuxième cycle du secondaire est passé de 80 % à 85 % entre 2005 et 2014 (OCDE, 2016a).

L'éducation permet un développement continu des compétences

Les employeurs sont parfois peu enclins à embaucher des jeunes en raison de leur manque d'expérience professionnelle ; ce sont alors les titres et les diplômes qui les aident dans leurs choix de recrutement. L'embauche de collaborateurs plus diplômés représente en général la garantie d'un meilleur niveau de compétence. Basé sur les données de l'Évaluation des compétences des adultes (menée dans le cadre du Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes [PIAAC]), le graphique 3 montre que parmi tous les groupes d'âge à l'étude, les individus encore scolarisés obtiennent en littératie et en numératie des scores supérieurs d'au moins 18 points à ceux de leurs pairs non scolarisés.

Graphique 3. **Score moyen en littératie et en numératie, selon l'âge et la situation au regard de la scolarisation (2012 ou 2015)**

Remarque : Pour de plus amples informations sur l'interprétation des scores en littératie et en numératie, consulter OCDE (2013), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*.

Source : OCDE (2012, 2015), *Évaluation des compétences des adultes (PIAAC)*, www.oecd.org/skills/piaac/publicdataandanalysis.

Cet écart est particulièrement préoccupant parmi les 16-19 ans qui rencontrent les plus grandes difficultés sur le marché du travail : dans ce groupe d'âge, les jeunes encore scolarisés devancent en littératie et en numératie leurs pairs non scolarisés de l'équivalent d'environ 2.5 années supplémentaires de scolarité. Ce phénomène peut s'expliquer par un effet de sélection, par lequel les individus les plus compétents tendent à rester scolarisés, tandis que leurs pairs moins compétents entrent sur le marché du travail ou deviennent NEET. Il convient également de noter que cet écart de compétences reste statistiquement significatif même après contrôle du niveau de formation, ce qui semble indiquer qu'il peut aussi s'expliquer par un processus de détérioration rapide des compétences lorsqu'elles ne sont pas mises en pratique dans le cadre d'un emploi.

Lors de leur transition des études au marché du travail, les jeunes peuvent se trouver confrontés à différentes situations, qui devraient toutes correspondre à une réponse politique spécifique. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, parmi les 55 % de 20-24 ans qui ne sont plus scolarisés, 69 % occupent un emploi, 14 % sont au chômage et 17 % sont inactifs (OCDE, 2016b). Ceux qui font leur entrée sur le marché du travail peuvent trouver difficile de développer et de transférer dans leur nouvel emploi les compétences qu'ils ont acquises durant leur scolarité. L'établissement d'une coopération étroite entre les établissements d'enseignement et les employeurs, par le biais de stages de fin d'études ou de programmes en alternance (de type emploi-études), peut aider à doter les jeunes du bagage de compétences qui leur sera nécessaire sur le marché du travail, et contribuer à faciliter la transition entre les études et la vie active. Il serait bon d'encourager les possibilités de formation continue, de mentorat et de mentorat inversé afin d'éviter la détérioration ou la sous-utilisation des compétences sur le marché du travail. Pour les chômeurs, une aide à la recherche d'emploi peut éviter le risque de démotivation. Enfin, les inactifs – qui regroupent ceux qui ont cessé leur recherche d'emploi car ils pensent n'avoir aucune perspective professionnelle (ceux que l'on appelle aussi les « travailleurs découragés » [Eurofound, 2016]) – représentent un groupe particulièrement préoccupant, car il échappe à tout système de supervision sociale et d'accompagnement, et sort des écrans radar des politiques éducatives et sociales. Il est indispensable d'identifier ces différents groupes et de leur proposer des politiques adaptées, à même de les faire réintégrer le système éducatif ou le marché du travail, afin de lutter contre l'exclusion sociale.

Pour conclure : La transition des études à la vie active peut être une étape difficile, parfois marquée par des périodes de chômage. Les données montrent que les jeunes qui quittent le système éducatif précocement ont un niveau de compétence et de formation comparativement faible, et rencontrent les plus grandes difficultés sur le marché du travail par rapport à leurs pairs restés scolarisés plus longtemps. Des efforts doivent être consentis afin de garantir une scolarisation pour tous au moins jusqu'à l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire – souvent considéré comme le seuil minimum à atteindre pour réussir son entrée sur le marché du travail. Rester scolarisé permet non seulement d'élever son niveau de formation, mais aussi de développer les compétences nécessaires à une transition réussie vers le marché du travail.

Pour tout complément d'information

- Eurofound (2016), *Exploring the Diversity of NEETs*, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, <http://dx.doi.org/10.2806/62307>.
- OCDE (2017), « Situation au regard de l'emploi selon le sexe et l'âge », *Base de données statistiques sur la main-d'œuvre*, http://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=LFS_D (consultée le 3 août 2017).
- OCDE (2016a), *Regards sur l'éducation 2016 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2016-fr>.
- OCDE (2016b), « Transition des études au marché du travail », *Base de données de Regards sur l'éducation*, http://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=EAG_TRANS (consultée le 3 août 2017).
- OCDE (2015a), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2015 : Les jeunes, les compétences et l'employabilité*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235465-fr>.
- OCDE (2015b), « Quels avantages offre aujourd'hui un diplôme du deuxième cycle du secondaire ? », *Indicateurs de l'éducation à la loupe*, n° 34, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jr33mv6llp-fr>.
- OCDE (2013), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204096-fr>.
- OCDE (2012, 2015), *Base de données de l'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC)*, OCDE, www.oecd.org/skills/piaac/publicdataandanalysis.

Contacter

Simon Normandeau (simon.normandeau@oecd.org) et Markus Schwabe (markus.schwabe@oecd.org).

Voir

www.oecd.org/fr/education/Regards-sur-l-education-19991495.htm
Les indicateurs de l'éducation à la loupe (numéros précédents)
[PISA à la loupe](#)
[L'enseignement à la loupe](#)

Prochain numéro

Quelles disparités entre les sexes et quels débouchés professionnels dans les différents domaines d'études ?

Crédit photo : © Ghislain & Marie David de Lossy/Cultura/Getty Images

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.